

conservateurs ont triomphé dans Saint-Jean. Il nous a dit que le résultat de l'élection de Saint-Jean était un soufflet administré au gouvernement et au projet du nouveau chemin de fer transcontinental. Or, il est très bien connu par ceux qui ont étudié l'état de l'opinion publique dans cette cité, que le candidat conservateur élu, M. Daniel, l'a été grâce au fait qu'un groupe considérable de libéraux s'est abstenu de voter. J'ai sous les yeux l'état de la votation. Le vote total donné, en 1900, était de 8,043. Depuis, le nombre des électeurs dans la cité de Saint-Jean n'a certainement pas diminué. Il n'y a pas de doute, au contraire, qu'il ne se soit accru quelque peu pendant les trois années qui ont suivi l'élection de 1900. Cependant, le vote total donné lors de l'élection qui a eu lieu récemment, n'a été que de 7,749, c'est-à-dire, près de 900 voix de moins qu'en 1900. Le vote pour le candidat libéral a été de 3,523, et M. Daniel a obtenu 186 de plus que M. Foster, l'ancien ministre des Finances du gouvernement conservateur, lorsque ce dernier brigua les suffrages de cette cité. Ces 186 voix proviennent probablement du fait de l'augmentation de la population; mais il y a ce fait que, si nous comparons le résultat de la dernière élection avec celui de l'élection de 1900, environ 900 électeurs se sont abstenus de voter.

L'honorable M. FERGUSON : Ce serait vraiment peu généreux de notre part de refuser à mes honorables amis la consolation qu'ils veulent chercher dans le fait que les libéraux ont refusé de voter en faveur du gouvernement.

L'honorable M. SCOTT : Ils n'ont pas refusé de voter pour le gouvernement. Leur abstention est due au fait qu'un groupe considérable de la population de Saint-Jean s'était attaché à quelqu'un qu'il voulait faire choisir comme candidat libéral par la convention; mais un autre candidat ayant été choisi par un autre groupe d'électeurs avant la réunion de la convention, le premier de ces groupes a voulu exprimer son mécontentement en s'abstenant, comme il l'a fait, de voter. L'élection s'est faite sur une question de personne, sur le choix à faire entre deux candidats libéraux et un candidat conservateur. De sorte que l'on ne saurait dire que Saint-Jean est passé aux conservateurs.

Hon. M. SCOTT.

L'honorable M. POIRIER : Comment pouvez-vous savoir que ceux qui se sont abstenus de voter étaient des libéraux ?

L'honorable M. SCOTT : Nous savons que les chefs conservateurs ont réussi à faire voter à peu près tous leurs amis, tandis que le vote libéral a été de près de mille voix moindre que lors de l'élection de 1900. Nous savons aussi que le groupe des mécontents, dont j'ai déjà parlé, était très considérable.

L'honorable M. LANDRY : Quelle différence y a-t-il entre le nombre total des électeurs de la liste de 1900 et le nombre d'électeurs de la liste de 1904.

L'honorable M. SCOTT : Je ne le sais pas—n'ayant pas examiné ces deux listes.

L'honorable M. LANDRY : L'honorable ministre ne peut donc tirer aucune conclusion.

L'honorable M. SCOTT : Le nombre des votes n'a pas diminué.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Le résultat démontre que le peuple est mécontent du gouvernement.

L'honorable M. FERGUSON : Un plus grand changement s'est produit à Saint-Hyacinthe. Comment l'honorable monsieur peut-il l'expliquer ?

L'honorable M. SCOTT : Si les libéraux croient, lors d'une élection, que leur homme sera élu quand même, cette confiance en empêche un grand nombre d'aller déposer leurs suffrages. L'honorable sénateur de Marshfield s'est dévoyé, je crois, en voulant blâmer la ligne de conduite tenue par le premier ministre et M. Sifton au sujet de la frontière de l'Alaska et sur une couple d'autres points. Il a voulu souffleter sir Wilfrid en relevant les vues exprimées par ce dernier sur le pouvoir que nous devrions avoir de conclure nos propres traités. Il a dit entre autres choses :

C'est mon devoir de désavouer entièrement le langage irrité dont s'est servi le premier ministre relativement à la politique du gouvernement anglais sur ce sujet.

Il s'agit de la commission chargée de fixer la frontière de l'Alaska. Le gouvernement canadien s'est montré très irrité parce qu'il était mécontent de la manière dont le Canada a été traité par le gouvernement